

forum

L'Expansion

M. Jean-Pierre CHEVENEMENT

Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER : Mesdames et Messieurs, nous recevons donc au Forum pour la première fois, et je le remercie d'être parmi nous aujourd'hui, M. Jean-Pierre Chevènement.

M. Jean-Pierre Chevènement est un personnage impressionnant de notre nouveau système politique parce qu'il cumule à la fois un titre fort, celui de ministre d'Etat, un super-ministre, qui regroupe de manière exceptionnelle à la fois les problèmes de l'ensemble de l'Industrie et de la Recherche, et c'est en même temps - ce qui n'est pas nécessairement toujours le cas pour les ministres - un véritable leader politique, quelqu'un qui a joué, joue et jouera un rôle purement politique tout à fait direct et sur lequel on lui reconnaît d'avoir une capacité d'analyse et de stratégie originale et intéressante.

Venu de la gauche du PS, le Ceres, où il est encore, qui a défendu en priorité et en permanence l'union avec le parti communiste, il se positionne maintenant au gouvernement comme un réaliste qui met la priorité sur l'effort économique, et de plus en plus depuis qu'il est ministre de l'Industrie avec son sens des responsabilités sur la consolidation des entreprises.

On le dit nationaliste dans la conception qu'il se fait de l'industrie. En l'occurrence, sur le sujet du jour, il sera particulièrement intéressant de connaître son point de vue.

En informatique électronique, il dispose de pouvoirs sans précédents qui pourraient être quasi dictatoriaux, car non seulement il a, comme il est normal de la part d'un ministre, l'organisation des crédits d'Etat qui sont essentiels en particulier dans ce domaine, mais en plus de cela, il contrôle après les nationalisations, quasiment comme patron, 50 % de l'industrie nationale dans ce domaine. Enfin parce que c'est son tempérament et puis c'est aussi sa fonction, il a la responsabilité de l'orientation stratégique de l'avenir et des principales options qui affecteront cette industrie.

Vaste programme ! L'objectif affiché est de faire de la France le troisième grand de l'électronique mondiale. Est-ce un cocorico ? En avons-nous les moyens ? Pouvons-nous après, disons-le, pas mal de déboires déjà enregistrés dans ce domaine, afficher de telles prétentions ? C'est évidemment un problème crucial sur lequel nous nous interrogeons souvent.

Avec de tels pouvoirs, le ministre Chevènement pourrait céder, on peut l'imaginer, à la tentation étatique étant donné la pesanteur du fonctionnement d'une telle organisation.

Jean-Pierre CHEVENEMENT : Mesdames et Messieurs, nous sommes ici pour parler du défi électronique et de la manière dont la France va le relever dans les prochaines années et même, on peut le dire, dans les dix prochaines années, tant il est vrai qu'il n'y a d'action qui ne puise aux sources de la pensée, et plus exactement d'une anticipation correcte de ce que seront les grandes lignes d'évolution du monde.

Vous savez que c'est un thème auquel le gouvernement attache une grande importance, et cela jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. La mutation technologique en cours ne peut être comparée par son ampleur et par ses capacités de bouleversement qu'à la révolution industrielle du XIXe siècle. Certains parlent d'une troisième révolution technologique, toujours est-il que le monde entre dans une nouvelle ère économique et sociale.

Il y entre à travers ce qu'on appelle la crise, en tout cas à travers des tensions, des compétitions entre nations dans une atmosphère de guerre économique. Il nous appartient de sortir vivants de cette période, de dépasser cette crise, de trouver des issues, et il n'y a pas d'exemples dans l'histoire du monde qu'aucune solution à quelque crise que ce soit ait pu s'opérer autrement qu'à travers une profonde mutation des technologies.

Notre tâche, c'est d'orienter démocratiquement cette mutation en prenant appui sur les valeurs fondamentales de notre civilisation. C'est de placer la France parmi les pays phares de la période nouvelle qui s'amorce - et c'est bien cela l'enjeu. C'est de savoir quel rôle jouera encore la France à la fin de ce siècle, au début de la prochaine décennie. Et c'est sur la capacité à utiliser au mieux nos marges de manoeuvres (qui ne sont pas si immenses mais qui existent), ce sont sur nos atouts et sur la manière dont nous saurons les utiliser que nous tous, je dis bien nous tous, gouvernement bien sûr mais aussi chefs d'entreprise, partenaires sociaux, citoyens, nous serons à terme jugés.

Vous savez que l'Histoire n'est jamais tendre. Elle se souvient de ceux qui ont tiré dans la bonne direction. Elle se souvient aussi de ceux qui ont été, comme on dit quelquefois, à côté de la plaque.

Quelles sont les forces et les faiblesses de la France ? Si nous voulons les analyser de manière réaliste, le tableau est contrasté. Par ailleurs, nous ne manquons pas de points d'appui. De très nombreuses entreprises utilisent intelligemment maintenant l'informatique et les technologies de l'information. Regardez le système de réservation de places dans nos compagnies aériennes, l'utilisation de la CAO dans nos industries aéronautiques, la mise en oeuvre

forum

L'Expansion

des robots dans l'industrie automobile, la diffusion extrêmement rapide de la micro-informatique dans le tissu des PMI et les professions libérales, l'avance acquise en matière d'information bancaire, les succès à l'exportation que connaissent les entreprises françaises grâce à la qualité de leurs réseaux internationaux de données.

Regardez également ce qui à mes yeux est l'essentiel de notre système de recherche et de production. Nous sommes en effet parmi les très rares pays au monde capable de concevoir, de produire et de vendre dans la plupart des domaines de la révolution électronique : ordinateurs, systèmes de télécommunication, lanceurs de satellites, automatismes, robots, télématique, banques de données, logiciels, ingénierie.

Alors, tout va-t-il très bien ? Je crois qu'il faut répondre non, d'abord par hygiène intellectuelle, car ce tableau brillant ne doit pas dissimuler la fragilité de notre situation. Dans le passé, on a fait de tout un peu et trop souvent on s'est contenté de dresser une façade ; derrière, les moyens n'ont pas suivi, pas toujours. Les énergies n'ont pas été suffisamment mobilisées, les projets n'ont pas toujours débouché, et je dirai surtout, il y a eu trop souvent tendance à l'isolement, chacun travaillant face à face ou dos à dos plutôt que côte à côte !

Le résultat, chacun le connaît. Les grandes entreprises françaises de l'électronique, y compris les plus grandes, sont aujourd'hui trop souvent un peu essoufflées, endettées. Je regarde l'évolution de leurs frais financiers depuis quelques années : elles sont fragilisées, pour tout dire contraintes, de rechercher la rentabilité à court terme.

Ne les a-t-on pas vues plus d'une fois renoncer à une production d'avenir car elles ne pouvaient pas prendre de risques ? Ou alors se contenter d'habiller d'un emballage "made in France" des produits et des systèmes qui, pour l'essentiel, avaient été conçus et fabriqués ailleurs ?

Or, de mon point de vue, qu'est-ce qui compte, sinon de développer les capacités technologiques, scientifiques, industrielles des Français, en France même ? Et ce n'est pas ce à quoi on arrive, dans une évolution que je qualifierai de spontanée, encore qu'elle ne le soit pas tout à fait !

Cette fragilité est d'autant plus périlleuse qu'elle se manifeste au moment où, à l'échelle mondiale, l'électronique connaît un nouveau bond en avant, stimulée par les nouvelles possibilités qu'offre la miniaturisation. On assiste à un foisonnement d'innovations et aussi à un durcissement de la compétition dans le contexte de la stagnation, voire de récession mondiale que nous connaissons.

forum

L'Expansion

Cette nouvelle étape de la révolution électronique porte en germe un déséquilibre considérable entre les nations. Entre le Japon et les Etats-Unis est en train de s'instaurer un condominium de fait pour contrôler les principales productions et les principaux marchés. A l'heure actuelle, 62 % du chiffre d'affaires mondial de l'électronique et de l'informatique sont réalisés par les industriels de ces deux pays.

Compte tenu de l'extraordinaire pouvoir de diffusion de ces technologies et de tout ce qu'elles portent - la révolution de l'information, les phénomènes profonds de la culture - ce déséquilibre se communique à l'ensemble de l'économie. Il aura évidemment un impact considérable sur l'évolution de notre société. Des branches industrielles entières deviennent ou deviendront vulnérables en raison du handicap que constitue le moindre retard pris dans l'utilisation de nouveaux procédés.

On pourrait citer des chiffres, celui par exemple de ce que l'on appelle les robots évolués. Je sais que cela prête à contestation, on en donne souvent de différents ! Je n'ai pas la religion des chiffres, j'essaie de voir au-delà du rideau des statistiques ce qu'est la substantifique moëlle ! Peu importe d'ailleurs en matière de robots évolués, nous en utilisons moins que les Etats-Unis et beaucoup moins que les Japonais, vous le savez.

D'une manière générale, la France connaît, comme je l'ai dit, un bon niveau dans l'utilisation des technologies électroniques. Mais j'observe que c'est dans le domaine de l'automatisation de la production, de ce que j'ai appelé la productique, que nous sommes en train de prendre un retard inquiétant. Les chiffres du sondage que vous avez réalisé l'attestent : 7 % seulement des entreprises envisagent d'utiliser la robotique dans un proche avenir, alors que 46 % comptent par exemple recourir au traitement de texte.

Lorsqu'on constate que l'échantillon sur lequel portait cette enquête représentait très largement l'industrie par rapport aux services, on ne peut qu'être perplexe ! Quelles réticences culturelles, quels blocages sociaux, y compris - c'est un des commentaires que j'ai lus - au niveau de l'encadrement, peuvent expliquer cette paralysie, sans doute aussi au niveau des syndicats, face à l'univers de la productique ?

Peu importe la cause. Ce qui est fondamental c'est de mesurer l'enjeu. Si nous prenons un retard dans ce domaine, à terme nous serons balayés, il faut le savoir. Au moment où les économies sont devenues ouvertes, interdépendantes, il serait suicidaire de passer à côté de l'ample mutation que représente l'application de technologies électroniques, à l'automatisation de la production, de tout ce que j'ai recouvert du terme de "productique" qui fait moins peur que le terme d'"automatisation" dans lequel il y a "automate", qui fait moins peur que le terme de "robotisation" dans lequel il y a le terme de "robot" (qui signifie simplement en tchèque "travailleur", mais en français on ne le sait pas).

Il me paraît important qu'il y ait une prise de conscience de notre tissu industriel et de nos entreprises, de l'importance de cette révolution, en raison de la panne des investissements productifs à laquelle on a assisté depuis près de dix ans et je vois l'évolution de l'investissement productif depuis 1973 : il ne cesse de décliner. C'est une tendance longue qu'il va nous falloir renverser. Les dix prochaines années ne pourront pas ressembler aux dix dernières, faute de quoi notre pays serait rayé de la carte.

En raison de cette panne des investissements productifs, nous souffrons déjà d'un retard de productivité que certains chiffres, dans une fourchette qui va de 5 à 30 % par rapport à nos principaux concurrents, mettent en évidence. Qu'en sera-t-il demain si nous ratons le virage de l'électronique et de la productique.

L'enjeu donc, et c'est ce que je voulais vous dire d'emblée, l'enjeu n'est pas seulement technique. Il conditionne directement les équilibres économiques, l'emploi, les capacités d'exportation, bref le crédit et la force de la France et, à terme, l'autonomie de sa vie sociale et culturelle, son identité, notre capacité à rester un grand peuple sur la scène du monde.

Face à ce défi électronique, deux attitudes sont concevables. La première consiste à faire confiance au laisser faire en espérant que la situation se redresse. Quelles seraient les conséquences d'un tel scénario ? Je dispose de chiffres que mes services ont établis, afin de voir, malgré nos points forts, ce que serait le résultat d'un prolongement des tendances spontanées.

Sans introduire d'hypothèses d'effondrement industriel et financier comme celui que vient malheureusement de connaître l'Allemagne avec l'affaire AEG-Telefunken, le scénario du laisser faire serait celui de la déconfiture électronique de la France. Je sais bien que certains, se réfugiant derrière les a priori dogmatiques et idéologiques du laisser faire, considèrent que c'est la meilleure solution.

Je ne pense pas ainsi. Si tel était le cas, en cinq ans et malgré le maintien des subventions publiques à leur niveau, l'industrie électronique perdrait 10 000 emplois, la balance commerciale se dégraderait - comme elle a commencé à le faire en 1980 - pour n'atteindre plus qu'un taux de couverture compris entre 60 et 70 %. Ce serait le début d'un processus qui ne pourrait que s'amplifier et s'accélérer, au terme duquel la France serait, avant l'an 2000, reléguée au rang de nation satellite dans la nouvelle économie mondiale automatisée et informatisée.

Le choix a donc été fait, car il a été fait, vous le savez, de suivre une autre approche. Il s'agit d'appliquer au domaine de la filière électronique, la démarche politique de maîtrise de la mutation technologique que le Président François Mitterrand a exposé au dernier sommet de Versailles, et qui vaut non pas seulement pour nous mais qui vaut pour tous les peuples : c'est l'objet du programme d'action sur la filière électronique.

J'ai soumis ce plan d'action au Conseil des ministres, le 28 juillet dernier. C'était l'été ; c'étaient les vacances ; on n'y a pas prêté suffisamment attention... Certains ont retenu un chiffre : 140 milliards. 140 milliards d'investissements. Pas seulement de crédits publics, 140 milliards d'investissements y compris des entreprises de ce secteur.

Le Conseil des ministres a donc accepté le plan que je lui ai proposé et, par conséquent, de doter l'informatique de moyens considérables dans les cinq prochaines années pour assurer le développement de ce secteur, qui va irriguer l'industrie française tout entière.

L'Etat vient de prendre le contrôle des filiales françaises d'ITT, en particulier de la CGCT. Je vous rappelle que nous parvenons donc ainsi au terme d'un processus qui avait été défini, qui a été approuvé par le peuple français, qui permet, dans le seul secteur de l'électronique, d'introduire cinq entreprises importantes dont CGE, CII-Honeywell Bull, Matra, CGCT... dans le secteur public. Ce secteur représente ainsi, comme M. Servan-Schreiber le rappelait tout à l'heure, plus de 50 % de la production effectuée en France. C'est un outil décisif dont nous nous sommes dotés en un an. C'est une réforme considérable. C'est la marque d'un choix et d'une volonté, car toutes ces décisions ont bien, vous l'imaginez, une cohérence.

Au même moment, parallèlement en tout cas puisque la promulgation en est intervenue le 17 juillet, la loi d'orientation et de programmation de la recherche a prévu le lancement d'un grand programme mobilisateur sur la filière électronique et la définition d'un certain nombre de projets nationaux.

Il s'agit de favoriser les échanges entre la recherche et l'industrie, et l'électronique, évidemment concernée au premier chef. Ce n'est pas le seul domaine, mais c'est certainement un domaine où nous avons décidé de faire porter l'action par priorité comme en témoignent les chiffres du budget 83 que j'ai rendus publics hier soir. Ce programme mobilisateur a déjà débouché sur des contacts pris à l'initiative de M. Allègre avec le ministère de l'Education nationale pour faire en sorte que l'information soit assurée d'une manière cohérente avec les projets qui vont être lancés.

Comment allons-nous agencer tous ces moyens dont nous nous sommes dotés ? Quelle sera la stratégie de la France ? Voilà la question que j'entends aujourd'hui traiter.

Je voudrais répondre peut-être, au passage, à M. Servan-Schreiber. Moi, je ne conçois pas que l'Etat doive tout faire. L'Etat est responsable de l'intérêt général du pays. Nous avons en charge notre nation, son avenir, sa pérennité. L'Etat peut peser maintenant en tant qu'actionnaire pour faire que les grands groupes publics ne s'entre-déchirent pas, mais au contraire, pour qu'il s'opère une sorte de régulation d'intérêt général.

L'Expansion

Pour le reste, je ne souhaite nullement exercer un contrôle tâtilon, ce n'est pas dans mon esprit. Je crois que ce serait contraire à l'efficacité. Il faut que les entreprises aient les coudées franches, mais il faut que le cadre soit défini, et c'est en particulier l'objet des propos que je prononce aujourd'hui devant vous.

J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer devant des présidents-directeurs-généraux et, aujourd'hui, je traite un sujet plus particulier qui concerne la filière électronique, mais à partir de là, il faut que les entreprises puissent jouer leur carte. On les jugera aux résultats "a posteriori".

Encore une fois, nous nous plaçons du point de vue de l'avenir de la France. Le développement des technologies de l'électronique, des industries de l'information, l'irrigation de toute notre industrie par l'électronique, l'avenir même de notre culture ne peuvent pas se concevoir en-dehors de ce bouleversement des technologies.

Tout cela nous importe au plus haut point naturellement. Nous ne pouvons pas nous en désintéresser et il est bon que l'intérêt général soit pris en compte, que le jeu ne soit pas uniquement entre des gens qui auraient légitimement comme souci leur compte d'exploitation. Naturellement, c'est un souci que j'ai autant qu'eux, mais il y a des critères d'intérêt général qui doivent être introduits dans la stratégie. Voilà pour ce qui est de la philosophie.

Compte tenu des dangers de monolithisme culturel et, il faut bien le dire, d'impérialisme économique que comporte tout monopole dans les technologies d'information (comme d'ailleurs dans les grandes filières stratégiques), nous devons faire en sorte qu'au cours des cinq prochaines années se constitue avec la France, et si possible avec ses partenaires naturels que sont ses voisins européens, un centre légitime d'initiatives, de coopération et de regroupement pour que se crée, à l'échelle mondiale, un troisième pôle de recherche et d'industrie, à côté des Etats-Unis et du Japon, dont je vous disais la place tout à l'heure. Voilà ce qu'est l'enjeu à dix ans.

La difficulté pour y parvenir provient de ce que l'évolution de l'électronique et de l'informatique se caractérise par le jeu de deux tendances apparemment contradictoires, mais en fait complémentaires : l'une à l'intégration technologique, financière et industrielle, qui amène, compte tenu des investissements considérables en jeu - il faut compter par milliards - et des rentes qui s'attachent aux positions dominantes, à concentrer peu à peu le marché dans les mains d'un tout petit nombre d'entreprises multinationales.

Particulièrement accusée en informatique, cette tendance à l'intégration s'est traduite par la suprématie de quelques firmes sur le marché mondial, à commencer par IBM qui, encore aujourd'hui, contrôle plus de 50 % du parc des ordinateurs récents moyens et gros dans le monde entier. Vous savez que certains Etats ont cherché à mener une politique nationale pour soutenir une industrie nationale. C'est ce qu'avait fait le Général de Gaulle avec le plan calcul.

La seconde tendance de l'évolution technologique est cependant en sens contraire. C'est une tendance vers la diversification. Plus récente, cette tendance se manifeste à partir du milieu des années 70. A cette époque, les progrès dans la miniaturisation des composants ainsi que leur baisse de prix rendent possible une véritable éclosion de nouveaux produits : calculateurs, jeux électroniques, vidéo-disques, ordinateurs, scanners, vidéo-textes, etc...

Liée à ces nouveaux produits, une floraison de nouveaux services mobilise les initiatives. Dans le matériel et dans le logiciel, des milliers de petites entreprises se développent un peu partout dans le monde, innovent, trouvent des créneaux. Au seuil des années 80, on peut avoir ainsi l'impression que cette tendance à la diversification l'a définitivement emportée sur les règles d'intégration industrielle en électronique et en informatique, et que la scène est redevenue ouverte.

Malheureusement, les choses sont un peu plus complexes. La diversification des produits n'empêche pas le développement des stratégies d'intégration. Cette dialectique de l'intégration et de la diversification qui caractérise le développement actuel de l'électronique forme la toile de fond qui explique la fragilisation de l'industrie française que j'évoquais tout à l'heure.

A partir du moment où de nouveaux marchés apparaissaient, on a cru que l'effort de regroupement et de promotion d'une industrie française concentrée pourrait se relâcher. En mini-informatique par exemple, pas moins de six industriels nationaux se sont engagés sur le marché français. Il y avait dans ce foisonnement de projets industriels un aspect positif mais, compte tenu de la taille du marché français, compte tenu du fait que ce marché bien qu'en expansion rapide se spécialisait, se fragmentait, se reliait avec la bureautique à des marchés différents qui demandaient d'autres compétences industrielles et technologiques, ce désordre était source de fragilité.

Le résultat de ce laisser faire est malheureusement connu : plusieurs industriels nationaux ont été en difficultés ; ceux qui subsistent et occupent les meilleures positions commercialisent souvent des produits étrangers. Le marché français de la mini-informatique n'a pas pu résister à un véritable envahissement de constructeurs étrangers.

C'est contre cette attitude du laisser faire - et il faut bien le dire d'un certain laisser-aller -, au nom de toute une série d'a priori et contre l'observation méthodique des faits que nous devons réagir. On s'est trop contenté d'attaquer certains créneaux en abandonnant la vision d'ensemble. L'objectif doit être de placer l'industrie française et ses alliés en état de prendre une position plus offensive. Elle doit vendre sur le marché - sur le marché français mais aussi sur le marché mondial -, car la France est un pays ouvert et par conséquent à des prix compétitifs et d'un bon rapport qualité-prix.

J'observais d'ailleurs dans les résultats de votre sondage que, si on s'en tenait à la simple observation du rapport qualité-prix, une firme française n'était pas si mal placée par rapport à une firme étrangère. Et quand je parle de compétitivité, il faut en inclure tous les aspects.

Nous devons être capables de concevoir suffisamment à l'avance les systèmes évolués répondant à des besoins autant que possible bien identifiés (mais ils sont mouvants dans ce domaine). Nous vivons dans une société qui va très vite sur le plan culturel. Par conséquent, il faut que nous soyons au contact et imaginatifs. Là, il faut les deux à la fois ; il faut être au contact du marché et sentir les tendances de son évolution ; il faut en même temps faire travailler les gens ensemble. Je considère que c'est mon travail de les associer et de créer un esprit d'association.

Comment cette stratégie va-t-elle se développer ? Pour parvenir à notre objectif, la nouvelle stratégie va progresser sur trois fronts : l'offensive, les cohérences, la coopération.

L'offensive. Nous allons la concentrer sur trois domaines : les composants, l'informatique, les nouveaux produits de l'électronique grand public. Le choix de ces domaines est dicté pour les composants par l'impératif - ô combien actuel - de l'indépendance technologique, ou en tout cas d'une capacité d'indépendance technologique.

Pour l'informatique, le choix est dicté par les efforts que nous avons déjà menés pour prendre pied sur ce marché en forte expansion ; et pour l'électronique grand public, par le souci de développer des produits français en prenant appui sur le système commercial que nous avons progressivement forgé à l'échelle internationale.

Ces trois angles d'attaque sont complémentaires. Le premier - les composants - est indispensable pour accéder au coeur des systèmes ; le second - l'informatique - pour en maîtriser les articulations ; le troisième - le grand public - pour développer le contrôle des terminaisons. Aussi, sur chacune de ces trois cibles, tout sera fait pour que l'industrie française réussisse sa percée.

Je vous ai donné un chiffre de 140 milliards d'investissements au lieu de 90 milliards. Dans le domaine des composants, notre action s'appuiera d'abord sur un vigoureux effort de recherche. Une coordination étroite des programmes du LETI et du CNET est actuellement mise en place sur les circuits intégrés, tandis qu'une opération rassemblant les efforts du CNET, du CNRS et des universités est organisée pour maîtriser les technologies à base d'arséniure de gallium.

Comme le domaine des composants ne se limite pas à celui des circuits intégrés, des recherches importantes seront engagées au LETI sur les techniques de visualisation et notamment sur les écrans plats, tandis qu'un groupe d'intérêt public - formule juridique nouvelle qui doit permettre d'associer laboratoires et industrie - sera constitué pour développer notre maîtrise des céramiques techniques.

L'Expansion

Un projet national sera engagé dans le cadre du projet mobilisateur pour renforcer nos capacités sur le problème clé de la conception assistée par ordinateur de circuits à très haute intégration, les circuits VLSI. Tout cet effort de recherche viendra vitaliser la structure industrielle, qui s'est constituée jusqu'ici en France essentiellement par accords avec des firmes américaines. Notre objectif doit être d'acquérir réellement notre indépendance, en particulier pour les circuits intégrés qui conditionnent le développement de l'informatique et de la nouvelle électronique grand public.

En ce qui concerne les circuits MOS, l'objectif est de faire passer la couverture du marché français de 16 % aujourd'hui à 100 % en 1986, dont les trois quarts par des entreprises françaises. Pour les composants bipolaires linéaires, l'objectif est que l'industrie française devienne le leader européen, avec 45 % du marché européen et 13 % du marché mondial (contre 20 et 5 % aujourd'hui).

Voilà les objectifs qui sont assignés. Pour les atteindre, il va falloir simplifier et consolider nos structures industrielles. C'est nécessaire. Vous savez que pour l'essentiel trois entreprises se sont engagées dans cette activité : Thomson, Matra, Saint-Gobain. Il y a là un risque de dispersion. Un schéma est en cours de conclusion, qui devrait permettre de réorganiser ce secteur autour de deux pôles seulement.

En matière d'informatique les problèmes sont différents, puisque nous avons regroupé depuis plusieurs années nos efforts autour d'un constructeur de taille internationale : CII-Honeywell Bull. Avec le contrôle par l'Etat du capital de cette entreprise, avec la renégociation des accords qui la liaient à son partenaire américain Honeywell, nous avons maintenant acquis notre liberté d'initiative et de manoeuvre en matière technologique, sans rien perdre en débouchés et en marchés du point de vue commercial, ni du point de vue coopération de ce qui faisait l'intérêt du rapprochement avec Honeywell.

Il faut que désormais la Compagnie CII-Honeywell Bull mobilise son potentiel pour mieux satisfaire sa demande et pour développer sa présence. Les véritables raisons d'une certaine désaffection ne sont pas d'ordre technique, et votre sondage l'a bien montré ; elles sont, je crois, d'ordre psychologique.

Dans le passé, la stratégie de la Compagnie n'a pas toujours été très claire. Il y a eu ces rivalités ruineuses auxquelles il faut mettre un terme. Le personnel a toujours senti un peu cela et la clientèle l'a perçu. Beaucoup de choses se jouent au niveau de l'inconscient ; les uns et les autres traduisaient à leur manière leurs hésitations.

Désormais, une stratégie plus claire, plus agressive et plus affirmée devra dorénavant guider le développement de CII-HB. Je laisse bien entendu à son Pdg le soin d'annoncer très prochainement cette nouvelle stratégie dont, sans déflorer son propos, je crois pouvoir dire qu'elle comportera quatre axes principaux :

- un renforcement et un élargissement de la gamme DPS 7 qui, entièrement maîtrisé par CII-HB, pourra être améliorée en fonction de ce que souhaitent les utilisateurs ;
- le développement des techniques de réseaux hétérogènes, qui permettront à CII-HB d'attaquer commercialement des sites informatiques tenus par d'autres constructeurs ;
- un appui sur les SSCI pour attaquer le marché des systèmes d'application : télématique, gestion de production, CAO et également EAO (enseignement assisté par ordinateur) ;
- la présence de la Compagnie sur les créneaux en très forte expansion, micro et mini-informatique, bureautique, périphériques et terminaux.

Dans le domaine de la mini-informatique en particulier, l'industrie française devra être mise en situation de maîtriser l'évolution d'un secteur qui croît à l'échelle mondiale à un rythme de près de 30 % par an. Aussi, l'Etat devra-t-il impulser un effort vigoureux pour relancer la recherche autour de concepts communs aux différentes industries et aux différentes applications qui utilisent la mini-informatique : télécommunications, bureautique, informatique industrielle, réseaux. C'est l'idée du projet national "briques" pour mini et micro, dont les résultats intéresseront non seulement l'industrie civile mais également le projet de calculateur militaire futur (CMF) réalisé sous l'égide du ministère de la Défense.

Parallèlement à ces actions de recherche, des actions industrielles spécifiques seront engagées avec l'objectif que d'ici 1986 50 % du marché français des mini et micro-ordinateurs soient fournis par des constructeurs nationaux. Ce groupement est aujourd'hui en cours avec notamment la reprise par le groupe CII-HB de la SEMS et la constitution d'un groupement d'informatique distribuée permettant aux trois grands groupes publics concernés de joindre leurs efforts et de travailler ensemble dans ce domaine où des investissements importants sont nécessaires chaque année, ce qui est le sens même de la nationalisation.

Troisième angle d'attaque : l'électronique grand public. Il s'agit de profiter du saut technologique qui est en cours dans ce domaine pour reconquérir un marché qui était en train de nous échapper ; pour cela, nous allons viser tous les nouveaux produits dont l'expansion marquera les années 1990 : l'électronique vidéo caméra et magnétoscope de la seconde génération, micro-ordinateur personnel de télématique.

L'Expansion

Parallèlement à cette action destinée à préparer le futur, nous nous employons dès aujourd'hui à valoriser le principal atout dont nous disposons pour ces produits grand public : c'est Thomson qui se classe, vous le savez, au deuxième rang en Europe derrière Philips puisque le groupe a commercialisé 1,7 million téléviseurs couleur en 1981. En 1986, on peut ainsi viser l'objectif que la France tiennent 9 % du marché des téléviseurs couleur.

A la même époque, il faudra que nous fabriquions sous licence sur le sol national un million de magnétoscopes commercialisés par la France. Ils seront destinés au marché intérieur et au marché mondial.

Au seuil des années 1990, nous devons disposer d'un outil industriel et commercial renforcé, apte à produire et vendre les nouveaux produits qui résulteront alors de notre effort de recherche. Voilà, Mesdames et Messieurs, le premier front : celui de l'offensive avec ses trois angles d'attaque.

Les cohérences maintenant. Les trois domaines privilégiés pour l'offensive ne doivent pas faire oublier que l'électronique française dispose de quelques places fortes et de quelques gros bataillons. Ainsi continuera-t-on de soutenir ces points forts traditionnels que sont les télécommunications et l'électronique professionnelle, ainsi que les domaines clés dans lesquels la France est engagée : l'instrumentation, l'électronique médicale, le spatial, qui font l'objet d'actions soutenues.

Dans les domaines comme la productique, pour laquelle nous manquons actuellement de pôles industriels concentrés et polyvalents, et dont j'évoquais l'importance pour la compétitivité et le progrès de la productivité dans nos industries manufacturières, un regroupement d'efforts sera recherché autour de la CGE et du groupe Matra à travers leurs différentes filiales.

Mais, plutôt que d'approcher ces secteurs de manière cloisonnée, la nouveauté devrait consister à mon sens à s'interroger en permanence sur les interrelations, sur les interdépendances qui s'établissent entre les secteurs traditionnels. D'où la nécessité de prévoir ce front de la cohérence où s'élaborent les stratégies de système et d'intégration.

C'est l'existence de ce cadre de références qui caractérise le mieux, je crois, cette politique comme une politique intégrée de filière électronique. En utilisant ce terme de filière, je tiens en effet à attirer votre attention sur ce point. Si nous parlons de politique de filière électronique, de politique informatique ou de politique de l'audiovisuel, ce n'est pas par manie du verbe ou je ne sais quelle mode des sigles, c'est pour être en mesure de maîtriser toutes les interactions, y compris les plus fines.

L'Expansion

La coopération internationale enfin. Il est hors de question, et je ne voudrais pas que le sens de mes propos soit mal compris, d'imaginer que la France puisse à elle seule modifier l'équilibre de la filière électronique dans le monde. Nous développerons toute une politique d'alliances, d'interpénétration des marchés, de coopération technologique, d'accords industriels. C'est grâce à cette politique de coopération que nous pourrons le mieux prendre l'offensive.

Pour cela, nous nous tournerons naturellement vers nos partenaires européens. Mais il n'y aura pas d'exclusive, je tiens à le dire, car la France est prête à coopérer avec tout partenaire désireux de s'attaquer avec force et constance aux mêmes objectifs qu'elle.

Au-delà de l'Europe, vous voyez la manière dont nous avons poursuivi et renouvelé certains accords commerciaux, industriels, technologiques, avec des firmes américaines. D'autres accords sont possibles, y compris avec des pays du Tiers monde et avec d'autres pays technologiquement avancés, car nous devons avoir le souci d'une large diversification.

Il n'y aura pas d'exclusive mais il y aura un calendrier, car le mieux est toujours l'ennemi du bien. Il faut prendre son temps dans la vie à condition qu'on ne le perde pas et moi je dois toujours cheminer entre ces deux écueils. Nous allons donc conclure des accords pragmatiques avec divers partenaires. Quand nous serons forts, nous serons plus ouverts encore à la coopération, tant il est vrai que pour coopérer il faut toujours exister. Il n'y a pas de volonté d'imposer des conceptions françaises, mais il y a pour nous la volonté d'exister et de survivre dans un monde difficile. Voilà donc les trois fronts sur lesquels nous entendons faire progresser notre stratégie.

Je le disais : le budget de 1983 enregistre un triplement des crédits de politique industrielle consacrés à la filière électronique. Et, en tant que ministre de la Recherche et de l'Industrie, je prends l'engagement devant vous de rendre chaque année public l'état de la progression, faisant le bilan des acquis et définissant le champs qui nous restera à parcourir pour mener à bien notre stratégie.

Quelques mots pour conclure sur la stratégie d'utilisation : il faut que ces différentes technologies soient maîtrisées et maîtrisées de manière intelligente par la société. Rien n'est pire que le plaquage mal maîtrisé d'un bric-à-brac technique sur des collectivités humaines qui ne sont pas organisées pour maîtriser leur destin.

Vous savez que souvent l'installation de certains systèmes informatiques s'est traduite par un alourdissement des coûts de production ; de moins en moins si j'en juge par la réponse que vous avez donnée au sondage qui vient d'être rendu public, mais il ne faut pas se contenter de rajouter des machines à des organisations humaines ou à des structures hiérarchiques. Il faut que les gens comprennent, il faut que nous expliquions.

forum

L'Expansion

0382E01

Moi, je vous explique, je fais un travail d'explication pédagogique et vous devez faire le même travail dans vos entreprises. Vous devez comprendre ce qui se fait au niveau de la société pour faire comprendre dans vos entreprises ce qui est en question.

Il faut que dans votre environnement on mesure l'enjeu des nouvelles technologies et le sens de l'effort qui est demandé au pays - car il lui est demandé un rude effort - et il faut qu'il le comprenne et que tout le monde comprenne bien la même chose à tous les niveaux. Et vous ne pourrez mobiliser dans vos entreprises (car au fond toute entreprise est d'abord un projet humain) une collectivité d'hommes que si, en même temps, vous avez le sentiment que dans votre environnement il y a cette mobilisation collective. C'est notre tâche de la réaliser avec vous, et aussi pour notre pays, pour ceux qui en constituent le tissu vivant.

Il y a donc une responsabilité importante des utilisateurs. Il faut que nous nous comprenions bien, il faut que vous mesuriez le sens de cette grande politique et que vous compreniez qu'il n'y a pas de mutation technologique qui puisse réussir si elle ne va pas avec une mutation sociale, avec une mutation culturelle, avec la prise en compte par tous les intérêts en jeu - technologiques, culturels, socio-économiques - de ces grands changements. Et naturellement, il faut associer les cadres, les travailleurs, les syndicats. C'est ce que j'essaye de faire au niveau des programmes mobilisateurs à l'échelon national. Il faut que cela se fasse également au niveau des entreprises.

L'enjeu social de ce défi technologique est considérable. Il ne faut pas le sous-estimer. Il y a des risques qui tiennent à des blocages purement sociaux, et moi je fais un gros travail depuis un an pour faire comprendre à la France, à l'opinion, aux chercheurs, aux travailleurs, aux entreprises, que nous n'avons pas le choix du rythme du progrès technologique. Ce choix est pour nous de le subir ou de le devancer.

La mobilité sociale dans notre pays, il faudra l'accélérer, il faut donc nous y préparer ; elle sera du même ordre de grandeur que celle que la France a connu au lendemain de la deuxième guerre mondiale avec le grand mouvement de la population active et de l'agriculture vers les services et l'industrie. Ne sous-estimons pas cet enjeu.

C'est l'évolution qui va dégager un surcroît d'emplois supérieur au nombre d'emplois qui seront supprimés par la technologie ; encore faut-il le faire comprendre et, par conséquent, nous doter d'un moyen original de dialogue social. C'est le sens d'un autre programme mobilisateur : technologie, emploi, conditions de travail, qui doit permettre que ce dialogue soit organisé, suscité, favorisé, inscrit dans le tissu vivant de nos entreprises.

forum

L'Expansion

Ma dernière remarque concerne le rôle de l'Etat qui doit se préoccuper des marchés, avoir une politique d'utilisation ; cette politique existe et doit être menée de manière plus active. Des cadres précis doivent être déterminés disons que j'ai l'intention de m'y attacher également avec méthode. Je ne pourrai le faire que si vous en saisissez pleinement tous les enjeux.

Voilà ce que je voulais vous dire, Mesdames et Messieurs. Pour ma part, j'ai confiance dans la capacité de notre pays ; c'est un pays qui a beaucoup de réserves, beaucoup de richesse et particulièrement de richesse humaine ; il a de la matière grise. En orientant convenablement nos choix vers les industries du savoir, vers une valeur ajoutée toujours plus grande. Nous sommes sûrs de ne pas nous tromper car nous allons dans le sens de ce qui est notre principal atout, et nous allons dans le sens de l'évolution humaine tout entière.

Il y a là une grande chance pour notre pays. Il y a des atouts dans cette nouvelle période. Nous devons les jouer avec énergie, avec continuité et ténacité. Pour ma part, je crois que ce sont les qualités qui permettent de réussir, en politique comme dans l'industrie. Au fond, ce sont les qualités, n'est-ce pas, du paysan qui a sa charrue et qui appuie sur le soc et qui fait en sorte que le sillon soit bien tracé.

On ne réussit nulle part si on n'a pas cette opiniâtreté fondamentale. Evidemment, il faut partir avec des idées claires et avec des idées justes. C'est tout à fait fondamental. Mais cela, c'est à notre portée ; cette grande mutation technologique, il nous revient de l'organiser, d'en être les maîtres-d'oeuvre.

J'ai cette responsabilité d'organisation, car ce sont nos institutions qui font que je l'ai. C'est la République, c'est la démocratie qui font que je dois l'assumer et je l'assumerai. C'est mon métier et chacun doit faire son métier et le faire avec beaucoup de conscience professionnelle.

Mais ce n'est pas seulement la responsabilité d'un ministre, c'est la responsabilité de tous les ministres et de tous les chefs d'entreprise. C'est la responsabilité de tous ceux qui, effectivement, maîtrisent une part de cet avenir qui nous est commun.

Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER : En rapport du programme très vaste que vous nous avez tracé tout d'un coup, les 140 milliards ou plutôt les 50 milliards supplémentaires paraissent un peu petits, car après tout 50 milliards de plus sur cinq ans cela se compare au chiffre de l'investissement d'IBM sur un an : 51 milliards cette année sur l'ensemble du monde ! Alors, est-ce que nous avons, même avec l'effort supplémentaire financier décrit, les moyens d'avoir des ambitions très honorables ?

Jean-Pierre CHEVENEMENT : Je crois qu'il faut avoir le compas dans l'oeil dans ce genre de chose et mesurer ce que représente l'effort que le gouvernement a décidé de faire par rapport à ce qu'a été l'effort mené dans le passé sur, par exemple, une filière comme l'électronucléaire. Sur cette filière, en l'espace de sept ou huit ans, les sept ou huit dernières années, l'investissement a été de 220 milliards.

Pendant le même temps, sur la seule filière des télécommunications, la seule ligne téléphonique publique, l'investissement a dépassé 150 milliards (160 à peu près). La priorité affichée pour l'électronique avec un investissement de 140 milliards d'ici à 1985 est tout à fait à la portée des moyens qui sont les nôtres. Je crois aussi qu'il est difficile de raisonner par rapport aux Etats-Unis comme si la France et les Etats-Unis c'était la même chose ou, plus exactement, comme si la France n'était que le cinquième ou le sixième des Etats-Unis. Ce n'est pas exact.

La France a une longue tradition historique, des synergies, un Etat (qui a ses inconvénients et ses avantages) et un appareil public de recherche tout à fait remarquable. On peut lancer des projets nationaux, des programmes mobilisateurs là où le secteur public représente effectivement la moitié du chiffre d'affaires de la branche, et où, par conséquent, des synergies peuvent se développer de manière efficace.

Ce n'est pas le cas dans d'autres pays ; mais cela s'explique aussi parce que ces pays disposent de richesses très supérieures et, par conséquent, ne peuvent pas et ne doivent pas sans doute fonctionner sur le même modèle. Ce n'est pas souhaitable.

Quand on regarde le chiffre d'affaires d'entreprises françaises ou américaine Prenons le cas du téléphone puisque je l'évoquais à l'instant. Il n'y a rien à voir entre ITT d'une part, CIT Alcatel et Thomson Brandt téléphone de l'autre. Ce sont vraiment des ordres de grandeur qui varient presque de 1 à 10. Donc sachons utiliser nos synergies. Sachons utiliser nos atouts qui sont les atouts d'un modèle français, qui ne date pas d'aujourd'hui, pas de 1981.

Nous voulons le perfectionner, le rendre plus efficace. En outre, la stratégie de filière n'est pas une stratégie tous azimuts. Une filière c'est quelque chose qui s'interpénètre de plus en plus. Autrement dit, on ne doit pas raisonner comme si c'était un front qui s'élargissait et où on ne pourrait occuper que quelques créneaux.

Quelquefois, je vois certains matériels perfectionnés où se réfugie l'orgueil national, mais je regarde la part des composants étrangers importée et je vois que ces matériels soi-disant nationaux ne le sont pas tout à fait ou même ne le sont qu'à moitié, et encore c'est tout juste !

Et pourtant, ce sont des choses qui pourraient, je crois, être développées non seulement en France mais en coopération plus étroite avec certains de nos voisins bien placés ou qui ont acquis des positions importantes. Car la France n'est pas toute seule. Raisonnons à l'échelle mondiale. Il y a un pôle européen. Il y a le pôle américain (qui d'ailleurs tend à se déplacer vers la Californie, ou le sud des Etats-Unis). Il y a le pôle japonais qui a les atouts du modèle français, c'est-à-dire un pôle musclé où les gens savent travailler ensemble et ne font pas la fine bouche quand on leur dit : "Vous allez vous associer sur tel projet national". Ils travaillent ensemble et, ensuite, ils s'écartent. Ils savent jouer tour à tour sur les complémentarité et sur l'émulation. Mais nul ne nie que le Japon est un pays qui sait se donner cet élan qui nous est également nécessaire. Nous devons le faire aussi pour qu'il y ait un pôle européen. Et quand je dis un pôle européen, ce n'est pas au préjudice des coopérations qu'il convient de maintenir. Donc, je crois que c'est tout à fait à notre portée.

Bien entendu, il y a de grandes entreprises, très compétitives. Elles ont d'ailleurs leur place, y compris en France où elles jouent un rôle très utile que j'apprécie beaucoup. La loi de la vie c'est aussi la concurrence, et nous ne prétendons pas nous enfermer sur nous-mêmes, nous prétendons simplement à exister et à réunir les conditions qui nous le permettront.

Un mot encore. Nous avons recensé 11 secteurs dans la filière électronique. Il n'y a pas besoin de pousser très loin la réflexion pour voir que ces 11 secteurs sont tous interdépendants, et de plus en plus. Dans l'électronique professionnelle et le grand public, les composants sont à la base de tout. Il y a un lien de plus en plus étroit entre l'informatique, mini ou micro, et tout ce que l'on appelle l'informatique distribuée. La télématique donne la main au téléphone. Le téléphone a besoin de composants.

Autrement dit, nous sommes dans une filière où tout s'interpénètre de plus en plus, par conséquent laisser se creuser une absence c'est fragiliser l'ensemble de la filière. Nous avons les moyens de ne pas laisser se creuser des trous, d'autant que c'est un domaine dans lequel nous pouvons créer des emplois, développer des capacités.

Il y en a tellement où, au contraire, on supprime des emplois ! Si maintenant je prends une vue de politique industrielle, toute modernisation ne crée pas d'emploi, elle a plutôt tendance à en supprimer, dans la sidérurgie ou ailleurs. Si donc nous nous contentons de moderniser les secteurs qui existent, sans parier sur les secteurs nouveaux, nous allons au devant d'une industrie en peau de chagrin. Il faut par conséquent avoir cette vue d'ensemble et drainer vers l'industrie des moyens nouveaux.

L'épargne en France ne va pas assez vers l'industrie. On le dit, on le répète il faut le dire davantage. Notre pays a un PNB qui est de 4 000 milliards. L'investissement industriel au sens strict (mis à part télécommunications, énergie et BTP) est de 62 milliards en 1981. C'est vraiment dérisoire, c'est moins qu'en 1970 ! La France a fait dans le passé un effort bien supérieur pour investir. Au lendemain de la libération, le pays était ruiné, détruit, pauvre. Il a fait un effort d'investissement bien supérieur et cela jusque dans les années 1973.

Eh bien, cet effort il faut le faire, il faut le tirer du pays, c'est nécessaire. C'est le sens de la politique qui est engagée par le gouvernement et qui portera ses fruits, peut-être pas tout de suite, peut-être pas dans six mois, mais dans quelques années. Les Français doivent comprendre cet effort et ils le comprendront. Ils doivent sentir qu'effectivement le pays se remet sur les rails et qu'il ne continue pas sur la désastreuse pente du déclin où il est depuis 1973.

Il faut maintenant remonter la pente, c'est cela le fond de l'affaire. Cela demande du courage, et il en faudra. Il ne faut pas se démobiliser et il n'y a pas de pire raisonnement aujourd'hui que celui qui tend finalement à énerver encore notre pays, au sens éthymologique du terme, à le démobiliser, à lui enlever le peu de confiance qu'il a en lui-même. Il faut au contraire lui rendre confiance, mais j'aborde là un autre débat.

Question de la salle : Les sociétés étrangères et principalement américaines dans le secteur de la haute technologie qui investissent dans les domaines de la recherche, de la fabrication, qui exportent, qui créent des emplois, qui participent activement à l'économie nationale, quelle est la part que vous leur voyez réservée dans la filière électronique ?

Jean-Pierre CHEVENEMENT : Les sociétés étrangères en France sont les bienvenues dès lors qu'elles apportent à notre pays des emplois, une capacité de production, de développement technologique, des exportations et contribuent ainsi à la solution des problèmes que nous nous posons.

Simplement, il faut qu'il y ait un minimum de règles qui concernent l'intérêt mutuel, mais que cela soit tout à fait clair. Si on devait parler du protectionnisme, je le dis en passant, on regarderait comment les choses se passent dans le monde. La France, et plus généralement l'Europe, constituent le seul marché qui soit encore relativement très ouvert. Allez voir au Japon comment cela se passe et même aux Etats-Unis.

Quand je vois ce que sont nos exportations aux Etats-Unis, c'est dérisoire ! Et encore ce sont souvent des entreprises françaises qui apportent leurs produits de France. C'est vraiment lamentable quand on regarde les chiffres. Il y a quelque chose qui est profondément choquant, qui ne s'explique pas seulement par les mesures protectionnistes comme celles qui frappent par exemple notre acier, puisque des droits compensateurs ont été institués, que l'on a

été obligé de négocier des accords d'auto-limitation, comme les Japonais en d'autres domaines. Nous sommes dans cette situation pour ce qui est de l'acier. Je ne veux pas évoquer le problème du gazoduc... Bon ! Les faits sont connus. Sur le plan de la dépendance énergétique, nous sommes dépendants du Moyen-Orient qui fournit près de 70 % de nos importations. C'est cela notre vraie dépendance et nous sommes attachés à ce que, naturellement, les principes qui font la vie internationale soient respectés. Je les répète : souveraineté nationale, respect des signatures commerciales, non rétroactivité de quelque mesure que ce soit, à plus forte raison si elles devaient concerner notre territoire, où une entreprise est soumise au droit du pays.

Je dis ces choses. Cela va de soi, je le rappelle, parce que cela va tellement de soi que l'on a l'impression quelquefois qu'il n'y aurait pas lieu de le rappeler. Mais ce qui va sans dire va encore mieux en le disant. Il faut que l'arrière-plan soit clair, car autrement la vie internationale n'est pas possible, et à plus forte raison les alliances, qui doivent être de belles et bonnes alliances, et que nous souhaitons. Mais il faut que toutes les autres soient clairement établies.

Plus généralement, les investisseurs étrangers en France n'ont pas eu lieu de se plaindre. Quand je regarde les statistiques depuis le milieu de 1981, j'ai l'impression que le flux a plutôt eu tendance à s'accélérer. Je m'en réjouis dès lors que sont respectés les trois critères que j'évoquais et que l'arrière-plan est évidemment un arrière-plan clair et sans arrière-pensée. Mais il ne faut pas qu'il y en ait.

Question de la salle : Les entreprises constatent tous les jours dans leur problème d'embauche une pénurie importante, et probablement durable, de personnel formé suffisamment aux techniques informatiques. Cela paraît paradoxal au moment où la France connaît les chiffres de chômage que nous savons. Pouvez-vous nous donner davantage de précisions, et peut-être d'assurances, quant à l'effort probablement considérable de transformation d'essai stricte qu'il est nécessaire de faire dans l'appareil de formation française ?

Jean-Pierre CHEVENEMENT : Cette question soulève un des principaux risques de blocage que nous avons. Cela montre l'intérêt d'une planification et d'une prévision. C'est une des conclusions du rapport que j'avais confié à M. Farnoux et qui m'a été remis il y a quelques mois. Le déficit actuel de spécialistes est estimé actuellement à 1 100 ingénieurs et 3 000 techniciens. Nous avons donc décidé de lancer un programme de rattrapage qui nous permettra de résorber le déficit en préparant des formateurs.

1 100 ingénieurs et 3 000 techniciens c'est déjà très important. Au-delà, nous visons un flux annuel de formation en accord avec l'Education nationale et la Formation professionnelle de 3 000 ingénieurs par an, de plus de 2 700 spécialistes ayant une double compétence (c'est-à-dire ayant une compétence en informatique et dans le domaine d'applications, et qui pourront travailler chez les utilisateurs) et de 1 500 techniciens.

L'Expansion

Cet effort ne doit pas signifier qu'on réserve à certains spécialistes la culture informatique. Un plan d'équipement des lycées et des écoles en micro-ordinateurs et en télématique sera poursuivi et développé.

Question de la salle : Vous nous avez parlé de la restructuration en cours de l'industrie du matériel, nous aimerions savoir quels sont les effets de cette restructuration sur l'industrie, de l'ingénierie informatique, et d'autre part si l'extension du secteur public, qui a mis sous contrôle de l'Etat un nombre important des grandes sociétés de services informatiques, implique de votre part une idée de restructuration à ce niveau ?

Jean-Pierre CHEVENEMENT : Il n'est absolument pas envisagé de procéder dans ce secteur à quelque restructuration. Ce n'est pas le problème. Le domaine du logiciel est un domaine dans lequel la France occupe un rang très honorable, le second mondial. A la position que nous occupons, l'Etat doit faire un effort soutenu pour permettre l'industrialisation du logiciel. C'est ce que nous entendons faire. Je dois vous dire qu'à mes yeux nous devons rester dans la situation où nous sommes. C'est un point fort et je ne vois pas pourquoi les choses changeraient.

Question de la salle : Peut-on trouver une cohérence entre ce que vous avez indiqué et certains faits comme l'abandon du vidéodisque par Philips ? Les moyens de commercialisation dont disposent les entreprises nationalisées françaises dans le secteur suffiront-ils ? Enfin, le magnétoscope de la seconde génération sera-t-il de nature à résoudre le problème du choix entre les standards qui est la clé du marché du magnétoscope actuellement ?

Jean-Pierre CHEVENEMENT : Thomson porte très largement les couleurs de la France dans ce domaine. Naturellement, un certain nombre de choix stratégiques devront être faits.

D'autres initiatives peuvent être prises. S'agissant du vidéodisque comme du magnétoscope, les choix de standards, qui sont très importants, ne peuvent pas être séparés des choix de stratégie industrielle. Naturellement, il faut donner à ces choix un éclairage d'intérêt général à long terme. Ce ne sont pas des choix faciles, ils font éventuellement l'objet d'un examen approfondi.

Je ne peux pas vous en dire plus aujourd'hui. C'est un point sur lequel je suis les affaires et il n'y a pas de choix qui ait encore été effectué. Mais il faudra qu'un choix intervienne et il devra intervenir vite, car encore une fois, si nous ne devons pas prendre de décision précipitée, nous n'avons pas non plus tout notre temps dans un domaine qui se caractérise par une très forte pénétration de notre marché intérieur, et un déficit commercial considérable, d'environ 6 milliards de francs. J'ai évoqué Thomson, mais je ne voudrais pas oublier Matra qui est engagé avec Hachette dans l'informatique grand public.

L'Expansion

Je voudrais aussi souligner le rôle important du logiciel dans les produits grand public. En fait, il n'y a pas que les grandes firmes électroniques qui soient concernées. Je n'ai pas annoncé ces choix parce que ne je suis pas en état de le faire ; cela dépend de quelques négociations en cours, qui doivent être menées à bonne fin.

Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER : En ce qui concerne les choix que vous avez annoncés, on a cru décerner que les pôles de regroupement étaient, en gros, les ordinateurs pour CII-HB, le grand public pour Thomson et les composants pour Matra. C'est à peu près cela ?

Jean-Pierre CHEVENEMENT : S'agissant des composants, j'ai dit deux pôles. Comme il en existe trois, cela veut dire un de moins. Je rappelle que ces trois pôles sont Matra, Saint-Gobain et Thomson. Me suis-je bien fait comprendre ?

Question de la salle : Quel rôle dévoluez-vous aux petites entreprises dans la créativité du secteur informatique ? Car nous craignons que le système de filière de planification auquel vous allez vous consacrer ne soit pas le meilleur pour favoriser la créativité des petites entreprises dans le domaine de l'informatique.

Jean-Pierre CHEVENEMENT : Il faut dissiper tous les malentendus quand il en existe ! Je ne pense pas qu'il y ait opposition, contradiction. Il y a une stratégie de filières avec des choix faits pour obtenir des "champions" nationaux, dans certains domaines qui requièrent des investissements massifs, et vous le savez bien ! Il y a des domaines où il faut compter par milliards de francs et même par dizaine de milliards.

Par ailleurs, il y a tout un tissu de PMI très diversifiées, performantes, actives (nous évoquions les sociétés de services mais il y en a d'autres) et toute l'histoire récente montre que cette deuxième tendance coexiste avec la première. Il y a une tendance à la diversification, il y a une tendance à l'innovation, et cette deuxième tendance, nous n'avons pas du tout l'intention de la décourager, bien au contraire.

Tous les efforts que je fais, en tant que ministre de la Recherche aussi, consistent à favoriser la valorisation de la Recherche, à permettre à des chercheurs de travailler dans les entreprises ou de créer leur entreprise.

J'évoquais les groupements d'intérêt public ; vous savez que les commissions de recherche vont pouvoir prendre des participations, créer des filiales. Cela n'est-il pas nouveau ? Le fait que des chercheurs puissent devenir des entrepreneurs, personnellement non seulement cela ne m'effraie pas, mais je m'en réjouis et j'en vois.

Nous devons favoriser la créativité des personnes et des petites entreprises. L'élan qui sera donné à travers le secteur public aura des retombées sur toutes ces entreprises. D'ailleurs vous savez bien que toutes ces entreprises

vivent aussi de contrats, de marchés, ne racontez pas d'histoires ! Il y a des interdépendances, il y a une solidarité qui est beaucoup plus forte que les conflits qui peuvent exister quelquefois. C'est cette solidarité que nous devons développer.

Par conséquent, je crois pouvoir dire honnêtement que les choix que nous faisons pour les PMI sont aussi les meilleurs. Il faut cesser d'opposer le privé, le public, les grandes entreprises. Chacun a son rôle à jouer et chacun a son instrument dans l'orchestre. Il s'agit de ne pas faire trop de couacs !

Question de la salle : Jusqu'à présent, CII-HB ne fabrique que des matériels non compatibles avec les matériels IBM. Or dans d'autres entreprises, dans d'autres pays, c'est exactement le choix inverse qui est fait et qui, semble-t-il, réussit. Alors, que peut-on dire de ce choix fondamental, "hic et nunc" ?

Jean-Pierre CHEVENEMENT : La compatibilité certainement est un des éléments de stratégie qui a de la peine à se développer chez CII-HB, vous l'avez rappelé. Ce n'est pas à moi de développer la stratégie des entreprises. J'ai seulement indiqué quelques grands axes, en particulier que CII s'efforcera de développer les réseaux hétérogènes permettant d'avoir une certaine forme de compatibilité. Ce qui compte, en définitive, c'est la qualité de service et de coût. C'est cela qui est déterminant et c'est ce que montre votre sondage.